



Toutes et tous, par la grève, censurons le gouvernement et les patrons !

Depuis un bon mois, c'est le patronat qui a fait le buzz en déclenchant une vague de licenciements sans précédent depuis 15 ans. Il a au moins 300 000 emplois dans son viseur, tout en menaçant d'en rajouter une centaine de milliers s'il venait à l'idée du gouvernement de rogner sur un seul des 150 milliards d'euros d'argent public qu'il touche chaque année.

Joutes parlementaires stériles... pour nous

Depuis la semaine dernière, les projecteurs se sont tournés vers l'Assemblée : 49.3 ou pas ? Barnier tombera ou tombera pas ? Le Rassemblement national joue au défenseur des pauvres en menaçant de censurer le gouvernement s'il augmentait la taxe sur l'électricité ? Mais à peine Barnier avait-il cédé que Marine Le Pen l'accusait d'aggraver le déficit ! Autrement dit, de ne pas nous faire les poches d'une autre manière, car elle s'est par ailleurs opposée à toute taxe sur les riches, les actionnaires ou les entreprises. Le RN est en fait tiraillé entre la pression de sa base, qui voudrait bien retourner vite aux urnes pour dégager Macron et Barnier, et la volonté d'apparaître aux yeux de la bourgeoisie comme un parti « responsable », ennemi du « chaos » que les macronistes promettent en cas de censure du gouvernement. Or, même le PS et Hollande sont d'accord pour faire

sauter le gouvernement. Le RN n'a donc pas intérêt à apparaître moins radical, quitte à reprocher tout et son contraire à un Barnier pourtant à plat ventre pour renchérir sur de nouvelles attaques contre les immigrés ou affirmer son soutien à la politique génocidaire de l'État israélien !

Quant à la gauche, elle promettait d'abroger la réforme des retraites en un jour de parlottes et un vote à l'Assemblée. Elle a finalement démontré que le tapis vert des institutions est aussi fort pour pondre des lois anti-ouvrières que pour censurer tout ce qui pourrait aller en sens inverse.



Le 5 décembre et après, à nous de jouer...

La colère monte depuis un mois dans la fonction publique contre le passage d'un à trois jours de carence en cas d'arrêt-maladie. Si l'attaque passe, nul doute que, parmi les travailleurs du privé, ceux qui sont aujourd'hui protégés de ces jours de carence en seront également la cible. L'appel intersyndical à la grève du 5 décembre recueille un écho extrêmement favorable, et particulièrement dans l'Éducation nationale : beaucoup d'écoles seront fermées. Alors que le gouvernement Barnier pourrait

finir à la poubelle avant les sapins de Noël, il s'agit pour tous les salariés du public de s'engouffrer dans la brèche. Car, quel que soit le prochain Premier ministre, il mettra la même énergie à nous faire payer les dettes que les capitalistes ont fait contracter à l'État. Il mettra la même énergie à préserver les profits des patrons. Alors, le 12 décembre, les travailleurs du privé menacés de licenciement et les cheminots SNCF menacés de privatisation ont aussi intérêt à répondre en masse par la grève à leurs patrons.

...et de faire l'histoire ?

5 et 12 décembre : c'est une fenêtre de tir qui s'ouvre pour tous les travailleurs. Si les grévistes trouvent à leurs côtés, dans les manifestations de rue, sur les piquets de grève, d'autres travailleurs du privé et du public en lutte venus les rencontrer, des liens utiles pour tous commenceront à se nouer dans la perspective d'une lutte d'ensemble.

Personne n'a digéré la retraite à 64 ans, mais si demain une lutte d'ensemble éclate, elle ne devra pas se contenter de primes de licenciement misérables, de la suppression des jours de carence ou de 0,5 % d'augmentation de salaire. C'est l'ensemble de nos revendications que nous devons discuter entre nous, pour pouvoir les imposer finalement à nos adversaires !



Rira bien qui rira le dernier !

Pour les NAO la direction nous augmente collectivement de 0,5% à partir du 1er avril 2025. Comme poisson d'avril on a connu plus drôle. Déjà que la direction raconte que nous aurions été augmenté de «17%» sur les deux dernières années, quelle mauvaise blague, décidément elle aime bien se moquer de nous !

Ça n'est qu'un début

A partir du 12 décembre, les 4 organisations syndicales appellent à la grève pour s'opposer au démantèlement de la SNCF et ses conséquences, avec les premiers transferts de cheminots vers les filiales pour le fret ou pour certaines lignes TER et transilien dès 2025. Évidemment, les 0,5% d'augmentation proposés par la direction n'ont pas été ce qu'on pourrait appeler « une volonté d'apaisement ». Geler (ou presque) nos salaires, nous transférer au privé, liquider nos outils de travail... c'est une même politique qui vise à ce que les cheminots coûtent peu et rapportent beaucoup. Nous étions nombreux, le 21 novembre, à nous y opposer par la grève. Et puisque c'est ainsi, le 12 décembre, tapons plus fort pour nous faire entendre !



Numéro 23 Révolutionnaires vient de paraître !

Demandez-le
à nos militants,
abonnez-vous !



Soutenir financièrement le NPA Révolutionnaires !

Les CHU tirent la sonnette d'alarme

Les présidents des conseils de surveillance des 32 Centres hospitaliers universitaires (CHU) viennent d'écrire au Premier ministre pour attirer son attention sur « la situation financière inquiétante » de ces établissements. Leur déficit cumulé est passé de 200 millions d'euros en 2021 à 1,1 milliard d'euros en 2024. En cause « de nouvelles charges exceptionnelles » au moment où les établissements « étaient eux-mêmes fragilisés par les effets induits par la crise Covid ». Conséquence : sans une aide conséquente de l'État ils seront incapables de mettre en œuvre les projets de rénovation des grandes infrastructures qui se détériorent rapidement. Un autre exemple de la grande misère de l'hospitalisation publique.

Les CHU tirent la sonnette d'alarme

Dans les écoles primaires et maternelles, la grève du 5 décembre prochain s'annonce comme un succès. Un peu partout, les grévistes s'adressent aux parents par des tracts qui disent à propos du passage de un à trois jours de carence en cas d'arrêt maladie d'un salarié du public, par exemple : « C'est un alignement entre le public et le privé, mais avec la suppression des jours de carence pour toutes et tous, que nous voulons gagner. »